|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| RÉPUBLIQUE DU TCHAD  MINISTÈRE DU DEVELOPPEMENT PASTORAL ET DES PRODUCTIONS ANIMALES |  | UNION EUROPÉENNE |

|  |
| --- |
| **Projet d'Appui à la Filière Bovine**  **(PAFIB)**  CONVENTION N° TD/FED/2008/020-940 |



**RAPPORT D’ACTIVITES**

**(03/08/2011 – 03/11/2011)**

**DOCUMENT DE TRAVAIL**

**DU 4ème COMITE DE SUIVI OPERATIONNEL**

Novembre 2011

Sommaire

[Sommaire 2](#_Toc283821034)

[Introduction 4](#_Toc283821035)

[I. Présentation des grandes lignes du PAFIB 5](#_Toc283821036)

[I.1. Objectifs 5](#_Toc283821037)

[I.2. Résultats attendus 5](#_Toc283821038)

[I.3. Activités à mettre en œuvre 6](#_Toc283821039)

[I.3.1. Activités liées au résultat 1 :La qualité et les conditions de vente formelle du bétail exporté sur pied sont améliorées. 6](#_Toc283821040)

[I.3.2. Activités liées au résultat 2 : l’industrie de la transformation et du conditionnement de la viande émerge, l’artisanat de la boucherie/charcuterie est renforcé. 7](#_Toc283821041)

[I.3.3. Activités liées au résultat 3 : la qualité des sous produits de l’élevage (cuirs et peaux) est améliorée durablement 7](#_Toc283821042)

[I.4. Mécanisme de mise en œuvre 7](#_Toc283821043)

[II. Bilan des activités réalisées 9](#_Toc283821044)

[II.1. Activités réalisées à la fin du DP1 et en début de DP2 9](#_Toc283821045)

[II.2. Activités propres de la Coordination 15](#_Toc283821046)

[II.3. Suivi des recommandations du dernier CSO 17](#_Toc283821047)

[II.4. Etat financier du PAFIB en fin du DPC1 17](#_Toc283821048)

[III. Programmation indicative pour le prochain trimestre 18](#_Toc283821049)

[Conclusion 21](#_Toc283821050)

**Sigles et abréviations**

AFD Agence française pour le développement

AC Afrique Centrale

ACP Afrique, Caraïbe et Pacifique

AT Assistance Technique

BAD Banque Africaine de Développement

BM Banque Mondiale

CE Commission Européenne

CEBEVIRHA Communauté du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques

CECOQDA Centre de Contrôle de Qualité des Denrées Alimentaires

CEMAC Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale

CP/PIDR Cellule Permanente du PIDR

CP Comité de Pilotage

CIRAD Centre international pour la recherche agronomique et le développement

CNCPRT Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux de Tchad

CSO Comité de Suivi Opérationnel

CTS Comité Technique de Suivi du PIDR

CTP Conseiller Technique Principale

DAO Dossier d’Appel d’Offre

DRE Direction Régionale de l'Elevage

DSV Direction des Services Vétérinaires

EM Etats Membres

EMF Etablissements de Micro-Finances

FAO Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture

FE Fonds d'Elevage

FED Fonds Européen pour le Développement

FCFA Franc de la communauté financière africaine

FIP Fiche d'Identification du Projet

GTZ Service de Coopération Allemande

LRVZ Laboratoire de recherche Vétérinaire et Zootechnique

MAT Maladies Animales Transfrontalières

MDPPA Ministère du Développement Pastoral et des Productions Animales

MSCSDR Mécanisme de Suivi de la Consultation Sectorielle sur le Développement Rural

MEERH Ministère de l’Environnement et de l’Eau et des Ressources Halieutiques

MEP Ministère de l'Economie et du Plan

OI Organisations Internationales

OIE Organisation Internationale de l'Elevage

ON Ordonnateur National du FED

OP Organisation des Producteurs

OPE Organisation des Producteurs d'Elevage

ONG Organisation non gouvernementale

PARC Campagne Panafricaine de lutte contre la Peste Bovine

PACE Programme Panafricain de Contrôle contre les Epizooties

PAFIB Programme d'Appui a la Filière Bovine

PASEP Projet d’Appui au Système d’Elevage Pastoral

PPCB Péripneumonie Contagieuse Bovine

PIB Produit intérieur brut

PIDR Plan d’intervention pour le développement rural

PIN Programme Indicatif National

PME Petites et Moyennes Entreprises

PMI Petites et Moyennes Industries

PNDE Plan National de Développement de l’Elevage

PNSA Programme National de Sécurité Alimentaire

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

PROADEL Programme d'Appui au Développement Local (financement BM)

PRODALKA Programme de Développement Local des régions de LAC Wey et de la Kabia

PRODABO Programme de Développement Local des régions de Ouaddaï/Biltine

PASILD Programme d'Appui Structurant des Initiatives Locales de Développement

PDL Plans de Développement Locaux

REPIMAT Réseau d’Epidémio-surveillance des Maladies Animales au Tchad

SCAC Services de la Coopération d'Actions Culturelles (Ambassade de France)

SNRP Stratégie Nationale de la Réduction de la Pauvreté

SOTERA Société Tchadienne d’Exploitation des Ressources Animales

UE Union Européenne

Introduction

Le Tchad est le premier producteur de viande bovine d'Afrique Centrale. L'élevage bovin est pratiqué pour l'essentiel en zone sahélo-soudanienne et soudanienne. Cet élevage est traditionnellement de type pastoral, mais aussi de plus en plus sédentaire.

Le secteur de l'élevage tchadien regorge d'énormes potentialités de croissance du fait des opportunités qu'il offre à l'industrie de la transformation et à l'export. La Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté en fait sa deuxième priorité en matière de développement rural. Toutefois, une grande partie des bovins tchadiens est exportée sur pied, essentiellement vers le Nigéria, important demandeur de viande, ce qui ne favorise pas la création de valeur ajoutée pour la filière.

En effet, le Tchad exporterait annuellement plus de 800.000[[1]](#footnote-2) bovins (70% uniquement vers le Nigéria). Vendues sur pied, les bêtes se retrouvent dans un état sanitaire souvent fragile, après les longs parcours des axes oriental et occidental. D'après le Plan National de Développement de l'Elevage, 65 % des exportations du bétail[[2]](#footnote-3) (toutes catégories confondues) se fait en dehors du cadre réglementaire. Le circuit informel de commercialisation constitue une perte importante pour l'Etat et ne fournit pas de garanties sanitaires du cheptel exporté. De plus, l’abattage contrôlé était seulement de 136 000 têtes[[3]](#footnote-4) en 2005.

Par ailleurs, la valorisation des sous-produits de l'élevage, cuirs et peaux notamment, reste très faible. En effet, le secteur souffre d'une faible diffusion et utilisation de techniques simples d'écharnage, voire d'un processus de traitement des peaux respectueux de l'environnement.

Face à ce contexte, le Programme d'Appui à la Filière Bovine (PAFIB), financé sur le 10ème FED à hauteur de 6,5 Millions d’euros pour une durée de quatre (4) ans, vient compléter les actions de plusieurs programmes et projets mis en œuvre par le MERA. Il s’intègre donc bien dans le PNDE.

Un 3ème Comité de Suivi Opérationnel (CSO) s’est tenu le 3 mai 2011, couvrant la période du 01/02/2011 au 30/4/2011 et a formulé des recommandations. La tenue du 4ème CS0 fait suite au 2ème Comité de Pilotage tenu le 10 août 2011 afin de faire le point sur l’état d’avancement des activités programmées pour être réalisées à la fin du DP1 et celles réalisées en début de DP2, et examiner la programmation pour le prochain trimestre du DP2. Le présent rapport se divise en 3 parties :

1. Présentation des grandes lignes du PAFIB ;
2. Bilan des activités réalisées à la fin du DP1 et au début du DP2 ;
3. Programmation indicative des activités à réaliser au prochain trimestre ;

# I. Présentation des grandes lignes du PAFIB

## I.1. Objectifs

Le PAFIB vise les objectifs suivants :

Objectifs globaux : amélioration des conditions de vie des populations tchadiennes, lutte contre la pauvreté et l’insécurité alimentaire.

Objectif spécifique : augmentation durable de la valeur et des volumes des produits issus de la filière tant au niveau du bétail vendu sur pied que des produits de transformation : viande, peau et cuir.

## I.2. Résultats attendus

Le PAFIB est articulé autour de trois résultats.

***Résultat n°1 : La qualité et les conditions de vente formelle du bétail exporté sur pied sont améliorées.***

La composante « Amélioration de la qualité et des conditions de vente formelle du bétail vendu sur pied » vise à permettre l’amélioration de la qualité sanitaire du bétail exporté, le renforcement et la sécurisation des circuits intérieurs de commercialisation et d’exportation en vue d’établir la traçabilité du bétail. Pour cela il s’agira de :

* Structurer les circuits d’exportation du bétail sur pied, en créant une première zone pilote de transit frontalier fournissant des services de base aux opérateurs économiques de la filière et facilitant la certification sanitaire du bétail ;
* Améliorer le convoyage intérieur du bétail par des aménagements (postes vétérinaires, points d'eau) sur les principaux axes de commerce intérieur du bétail;
* Améliorer les conditions d'hygiène sur les marchés de bétail intérieurs ;
* Renforcer les capacités des organisations professionnelles du secteur et les capacités du Ministère de l'Elevage et des Ressources Animales.

***Résultat n°2 : L’industrie de la transformation et du conditionnement de la viande émerge, l'artisanat de la boucherie / charcuterie est renforcé.***

Cette composante vise à appuyer une série d’initiatives privées relatives à la construction d’abattoirs et d’unités de transformation/conditionnement de la viande en milieu urbain. En collaboration avec les institutions nationales et régionales concernées, elle prévoit la mise en œuvre des activités suivantes :

* Appui à la mise en place d’un cadre législatif et réglementaire propice au développement d'initiatives privées ;
* Appui au développement des capacités de contrôle sanitaire des denrées d'origine animale ;
* Réalisation d'études de marché et des campagnes de promotions des exportations;
* Professionnalisation des artisans bouchers / charcutiers;
* Amélioration des infrastructures d’abattage en zone rurale et péri-urbaine.

***Résultat n°3 : La qualité des sous produits de l’élevage (cuirs et peaux) est améliorée durablement.***

Cette composante vise à donner une plus-value aux peaux et aux cuirs actuellement vendus à bas prix, le plus souvent sans aucune forme de traitement. Les activités menées seront les suivantes :

* Réalisation d'une étude d’impact environnemental de l’activité de traitement des peaux qui se proposera d'identifier les pratiques respectueuses de l'environnement.
* Formation des éleveurs, des bouchers et des tanneurs en périphérie des centres d’abattage aux techniques visant à améliorer la qualité des peaux et leur commercialisation.
* Appui au Ministère de l'Elevage et des Ressources Animales en vue de le doter d'une cellule en charge des installations classées pour la protection de l'environnement.

## I.3. Activités à mettre en œuvre

Des activités à mettre en œuvre sont prévues pour atteindre chacun des résultats attendus

### I.3.1. Activités liées au résultat 1 :La qualité et les conditions de vente formelle du bétail exporté sur pied sont améliorées.

En vue de réaliser le résultat de la première composante, neuf (9) activités doivent être mises en œuvre :

*R1A1 : Etude de faisabilité pour la définition d’une zone pilote de transit et de services aux acteurs de la filière d’exportation de bétail et d’un cadre général de certification et de traçabilité des bovins*

*R1A2 : Aménagement de zones pilotes de transit frontalières et de services aux acteurs des filières, facilitant la certification (aux normes de l’OIE) et la traçabilité des bovins*

*R1A3 : Réfection/construction de puits pastoraux et de mares (creusage/sur creusage) pour l’abreuvement du bétail le long des axes d’exportation.*

*R1A4 : Renforcement des postes de contrôle sanitaire le long des axes d’exportation*

*R1A5 : aménagements/réfection des marchés intérieurs du pays en vue de l’amélioration des conditions d’hygiène et d‘abreuvement.*

*R1A6 : animation et structuration des organisations professionnelles de la filière.*

*R1A 7 : amélioration des capacités de la Direction des Statistiques du MERA en matière de recueil de données et d’analyse statistiques, et de la Direction des Organisations Professionnelles de l’Elevage.*

*R1A8 : amélioration des capacités du MERA en matière de production réglementaire, de politiques sanitaires internationales.*

*R1A9 : renforcement des capacités du Fonds Elevage et accompagnement de son évolution à terme vers un office de l’élevage au service de la profession.*

### I.3.2. Activités liées au résultat 2 : l’industrie de la transformation et du conditionnement de la viande émerge, l’artisanat de la boucherie/charcuterie est renforcé.

Dans le cadre de la deuxième composante, six (6) activités sont prévues pour atteindre le résultat de cette composante :

*R2A1 : Appui à la structuration et au renforcement des capacités des OP du secteur de la transformation et de la commercialisation de la viande sur le marché local et sous régional.*

*R2A2 : Renforcement des capacités techniques et professionnelles des travailleurs du secteur de la transformation de la viande.*

*R2A3 : appui et promotion des entreprises transformatrices de la viande bovine*

*R2A4 : assainissement des aires d’abattage traditionnelles en zone rurale et périurbaine.*

*R2A5 : Appui à l’équipement du centre de contrôle qualité des denrées agro-alimentaires (CECOQDA), pour les produits d’origine animale.*

*R2A6 : appui institutionnel à la Direction des Services Vétérinaires du MERA pour le renforcement des capacités en matière d’inspection des denrées d’origine animale et de contrôle des structures.*

### I.3.3. Activités liées au résultat 3 : la qualité des sous produits de l’élevage (cuirs et peaux) est améliorée durablement

Pour la troisième composante, quatre (4) activités sont prévues pour obtenir le résultat lié à cette composante :

*R3A1 : Etude sur l’impact environnemental de l’activité « Tannerie » et formulation de propositions pour une gestion rationnelle des eaux usées et autres déchets.*

*R3A2 : Sensibilisation des éleveurs, abatteurs, bouchers, et collecteurs à la production des peaux brutes de bonne qualité et amélioration des techniques de traitement des peaux.*

*R3A3 : animation et appui aux OPE du secteur « cuirs et peaux ».*

*R3A4 : appui à la création au sein du MERA d’une cellule en charge des installations classées pour la protection de l’environnement.*

## I.4. Mécanisme de mise en œuvre

La convention de financement, signée entre le Tchad et la Commission européenne le 25/02/2009 stipule que la maîtrise d'ouvrage du projet est assurée par l'Ordonnateur National du FED (ON), Ministre de l'Economie et du Plan, la maîtrise d'œuvre du projet revenant au Ministère du Développement Pastoral et des Productions Animales.

Dans ce cadre, une opération décentralisée directe, mettant en œuvre les activités prévues dans la convention de financement, sera menée au niveau de la Direction Générale du Développement de l'Elevage du MDPPA, à qui ce dernier a délégué la mise en œuvre du projet.

Cette opération est gérée par un régisseur/coordinateur et un comptable désignés en accord avec l'Ordonnateur National, le Chef de Délégation et le MDPPA. Une assistance technique appuie le dispositif grâce à un Assistant Technique long terme et plusieurs experts "court terme" (contrat n° FED/2009/219-127 attribué au groupement IRAM-JVL-Euroconsultant).

Un Comité de Pilotage (CP) suit et oriente la mise en œuvre du projet, en fonction de l'évolution de l'action, en vue d'atteindre les résultats définis dans la Convention de Financement. Il est mis en place par Arrêté du Ministre de l’Economie et du Plan, Ordonnateur National du FED. Le comité de pilotage a pour mission d’assurer le pilotage général du PAFIB et de décider, le cas échéant, des réorientations nécessaires au cours de la mise en œuvre. A ce titre, il est chargé de :

1. Donner les orientations et définir les axes stratégiques pour la mise en œuvre du projet ;
2. Vérifier et approuver le plan d’opération global et annuel ;
3. Suivre l’exécution globale et l’Etat d’avancement du projet ;
4. Assurer les arbitrages nécessaires.

Le comité de pilotage se réunit une fois par an en session ordinaire.

Un Comité de Suivi Opérationnel (CSO) se réunit tous les trimestres. Il a pour mandat de suivre et d’examiner les aspects techniques, administratifs et financiers du PAFIB, notamment:

* analyser et de valider la planification trimestrielle (plan d'activités et plan financier);
* apprécier et d’analyser les réalisations du projet (activités et résultats) et ses états financiers ;
* analyser et de valider les rapports périodiques, les rapports des Assistants Techniques, les rapports d’évaluations, les rapports d’études, etc. ;
* analyser et de valider les devis-programmes avant leur soumission dans le circuit officiel d'approbation ;
* proposer et de décider des éventuelles modifications/intégrations à apporter aux plans d'action et financier pour la période suivante, le cas échéant ;
* analyser et de valider tous les documents qui seront présentés au comité de pilotage pour adoption formelle ;
* prendre certaines décisions relatives à la bonne marche du projet, dans la limite de ses attributions.

# II. Bilan des activités réalisées

Pour rappel, le PAFIB a démarré en novembre 2009 avec les activités retenues dans le cadre du devis programme de démarrage de quatre (5) mois (du 01 novembre 2009 au 31 mars 2010), qui visait essentiellement l’installation de l’équipe du projet, le lancement du projet et la préparation du premier devis programme de croisière.

## II.1. Activités réalisées à la fin du DP1 et en début de DP2

Les activités devant être mises en œuvre sont celles définies dans le premier devis programme de croisière et programmées pour être réalisées pendant le dernier trimestre du DPC1 et le début du DPC2.

**II.1.1 Activités liées au résultat 1 :La qualité et les conditions de vente formelle du bétail exporté sur pied sont améliorées.**

*R1A1 : Etude de faisabilité pour la définition d’une zone pilote de transit et de services aux acteurs de la filière d’exportation de bétail et d’un cadre général de certification et de traçabilité des bovins*

Cette activité a déjà été réalisée au 1er trimestre. Elle n’est donc pas reprise dans le présent rapport.

*R1A2 : Aménagement de zones pilotes de transit frontalières et de services aux acteurs des filières, facilitant la certification (aux normes de l’OIE) et la traçabilité des bovins*

Tenant compte des résultats de l’étude R1A1, il a été jugée pertinent et plus efficace de regrouper les études préparatoires aux travaux pour les activités R1A2, R1A5 et R2A4. Ces études, décrites au rapport précédent, ont retenu deux postes de sortie du bétail, identifiés lors de l’étude R1A1 et confirmés lors de l’étude « d’inventaire des sites de marchés à bétail et d’aires d’abattage », pour faire l’objet d’aménagement : N’Gueli et N’Djamena Farah. Les spécifications techniques élaborées en fin de DP1, le DAO travaux pour ces aménagements est dans le circuit d’approbation pour être lancé en début de DP2 (courant novembre 2011)..

*R1A3 : Réfection/construction de puits pastoraux et de mares (creusage/sur creusage) pour l’abreuvement du bétail le long des axes d’exportation.*

Le DAO relatif aux travaux de réalisation des 23 points d’eau, lancé le 11 avril 2011, a été déclaré infructueux. Toutes les offres reçues et évaluées ayant été jugées insuffisantes. Une procédure négociée concurrentielle, suite à une dérogation accordée, est lancée avec 5 entreprises identifiées et invitées à déposer leurs offres au plus tard le 21 novembre 2011.

*R1A4 : Renforcement des postes de contrôle sanitaire le long des axes d’exportation*

L’activité a démarré avec une étude « Inventaire et état des lieux des postes de contrôle sanitaire le long des axes de commercialisation des bovins de l’espace Nord ».

Cette étude a été réalisée par une équipe de 2 fonctionnaires : Dr ABAKAR EL-HADJ MALLAH et Mr ADOUM ISMAIL OUMAR, cadres de la DSV du MERA. L’étude a fait des propositions d’actions de renforcement des capacités des services vétérinaires déconcentrés du MDPPA en matière de contrôle sanitaire et de délivrance des laissez-passer sanitaires pour les animaux de commercialisation, par la formation des agents du MDPPA et la fourniture de matériels et produits vétérinaires aux postes vétérinaires de contrôle sanitaires.

Une session de formation des agents des postes vétérinaires s’est déroulée du 5 au 7 septembre à Bokoro et a regroupé 35 personnes chargées du contrôle sanitaire et délivrance des laissez-passer sanitaires dans la zone d’intervention du projet ;

Le DAO relatif à la fourniture des matériels et produits vétérinaires est publié le 04/11/2011. Les offres sont attendues pour au plus tard le 05/12/2001.

*R1A5 : aménagements/réfection des marchés intérieurs du pays en vue de l’amélioration des conditions d’hygiène et d‘abreuvement.*

Cette activité est combinée à l’activité R2A4 (*assainissement des aires d’abattage traditionnelles en zone rurale et périurbaine*).

Le marché relatif aux travaux de construction des 6 marchés à bétail et des 5 aires d’abattage a été attribué aux entreprises retenues. Les contrats ont été signés. La première cérémonie de pose de la première pierre s’est déroulée le 28 octobre à Massakory. Les ordres de service pour le démarrage des travaux sont dans le circuit de signature.

Par ailleurs, la mission pour la signature des conventions d’accord-parties sur l’aménagement, l’utilisation et la gestion des ouvrages par les différentes parties prenantes, préalable à la réalisation des ouvrages, a révélé un certain nombre de points d’attention pour la gestion future des marchés et des aires d’abattage. Il apparaît que la concertation et les échanges entre les parties prenantes pour formuler leur projet de gestion des infrastructures seront déterminants dans l’utilisation future des infrastructures. Ainsi, il est apparu la nécessité d’une nouvelle mission du PAFIB sur les différents sites avant le démarrage des travaux afin d’aider, sur la base de textes-types, les différentes parties prenantes à élaborer leur manuel de procédures ainsi que les statuts et règlements intérieurs des Comités de Gestion. Au vu de l’importance de cette phase du processus, il a été décidé de faire appel à un appui externe à la cellule de coordination du PAFIB. Cette mission, réalisée en septembre 2011, a permis de mieux clarifier les rôles et responsabilités des parties prenantes dans la gestion des infrastructures, faciliter les débats et les orienter pour aboutir à des consensus des parties prenantes sur les textes à élaborer. L’expert a également apporté des éléments en termes d’écueils à éviter ou d’expériences de gestion d’infrastructures, ainsi que des éléments méthodologiques à l’équipe de coordination pour poursuivre ses appuis à la gestion.

*R1A6 : animation et structuration des organisations professionnelles de la filière.*

Cette activité comporte deux sous activités menées en parallèle en termes d’appui aux OP :

**Organisation des rencontres inter-OP** : Cette activité a démarrée par l’identification des OP régionales devant bénéficier de l’appui du PAFIB, le degré de leur organisation et de leur structuration. L’activité s’est poursuivie avec la première rencontre qui s’est tenue les 8 et 9 juin 2011 à N’Djaména. Cette rencontre a regroupé 140 participants, représentant les Organisations Professionnelles des différents acteurs de la filière (Eleveurs, Commerçants de bétail, Bouchers, Tanneurs, Femmes transformatrices de viande et lait) ainsi que des personnes ressources des 22 régions du pays. Cette importante rencontre, qui s’inscrit en droite ligne des objectifs essentiels du PAFIB, a été l’occasion aux uns et aux autres de se connaitre, de créer les liens nécessaires en vue de réfléchir ensemble sur leur avenir commun en tant qu’acteurs principaux du développement du secteur Elevage. L’essentiel des résultats de la rencontre inter-OP est résumé dans *LA LETTRE DU PAFIB* N°001 de juillet 2011

Par ailleurs, une rencontre intercommunautaire des éleveurs transhumants s’est tenue du 8 au 9 septembre à GAMA. L’essentiel des résultats de cette rencontre est résumé dans *LA LETTRE DU PAFIB* N°002 d’août 2011

**Renforcement des capacités et structuration des OP :** Cette activité sera mise en œuvre par contrat de subvention aux ONGs, dont les contrats sont signés avec INADES-FORMATION en partenariat avec le Syndicat National des Commerçants, Eleveurs et Convoyeurs de Bétail du Tchad (CNCECBT) pour les lots 3 et 4. Les activités ont déjà démarré avec la participation de INADES-Formation à la rencontre intercommunautaire des éleveurs transhumants à GAMA. Le contrat pour les lots 1 et 2 est en cours d’attribution à ADRB (ONG nationale) suite à une dérogation accordée pour une procédure négociée.

*R1A 7 : amélioration des capacités de la Direction des Statistiques du MERA en matière de recueil de données et d’analyse statistiques, et de la Direction des Organisations Professionnelles de l’Elevage.*

Pour mémoire, une étude a été réalisée du 18 juillet au 03 août 2010 par une mission composée de deux (2) experts du groupement IRAM – JVL – Euroconsultant dans le cadre du contrat de service N° FED/2009/219-127 passé avec l’Ordonnateur National du FED, et de deux (2) fonctionnaires (un de la Direction de l’Organisation Pastorale et de la Sécurisation des Systèmes Pastoraux – DOPSSP - et un de la Direction des Statistiques et des Archives – DSA - du MERA).

Selon cette étude, la diversité des services à fournir aux acteurs de la filière peut se regrouper en cinq grands types de services, à renforcer ou à imaginer et mettre en place dans des délais compatibles avec les contraintes de temps du PAFIB :

* Renforcement des organisations formelles : une fonction d’appui conseil organisationnel à la gestion et à la gouvernance des organisations (groupements, unions, associations, fédérations et faîtières),
* Animation de concertations intercommunautaires et promotion d’initiatives auprès des organisations socio-professionnelles des éleveurs transhumants,
* Renforcement de l’ensemble des organisations professionnelles dans le domaine de la connaissance et la défense des droits, la prévention et la médiation des conflits liés au pastoralisme et à la commercialisation du bétail,
* Formations techniques spécifiques des OP, en particuliers bouchers, tanneurs et commerçants,
* Appui à l’identification, le montage et la mise en œuvre d’initiatives spécifiques en matière d’approvisionnement en intrants zoo-vétérinaires,

Une partie de ces services est traduite en activités à mettre en œuvre par des opérateurs spécialisés dans le domaine (ONG ou OP) grâce à des contrats de subvention, comme indiqué plus haut. Une autre partie des activités d’appui aux OP sera réalisée par l’AT « appui aux OP » opérationnel depuis février 2011, et le Point Focal de la DOPSSP déjà nommé.

Par ailleurs, une session de formation en SIM-bétail aux agents de la Direction des Statistiques du MDPPA s’est déroulée en fin de DP1, du 19 au 21 septembre à BOKORO. 32 agents de suivi des marchés à bétail ont été formés pour les 25 marchés concernés.. Des séances de travail avec les 2 Directions (DSA et DOPSSP) ont eu lieu pour identifier les besoins et lancer les DAO pour les fournitures de motocyclettes et matériel informatique et bureautique ainsi que le mobilier de bureau. Ces DAO sont lancés en début de DP2 et les offres sont attendues au plus tard le 30 novembre 2011.

*R1A8 : amélioration des capacités du MERA en matière de production réglementaire, de politiques sanitaires internationales.*

Cette activité a démarré par une étude réalisée par une équipe de 3 experts : Les 2 experts nationaux, Mr DOGOSSOU DOGO ISSAC, juriste à l’Inspection Générale du MERA et Mr KABE ZOUA DJOURBA, cadre de la DSV du MERA sont mobilisés par le PAFIB ; le 3ème est Dr Nicolas DENORMANDIE, expert international court terme mobilisé par le groupement IRAM-JVL-Euroconsultant pour cette activité.

Cette étude a permis de rencontrer la plupart des acteurs concernés par la commercialisation du bétail en vue de faire un état des lieux du cadre réglementaire régissant la commercialisation du bétail au Tchad. Un diagnostic a été réalisé, assorti des propositions d’amélioration discutées et validées par l’atelier de restitution des résultats de l’étude tenu le 28 mars 2011 et qui a regroupé les représentants de toutes les parties prenantes de la commercialisation du bétail. D’importantes recommandations ont été par ailleurs faites au terme de cet atelier, aussi bien au PAFIB qu’au MERA, au Ministère des Finances et aux OP. un CD-ROM regroupant l’ensemble des textes législatifs et réglementaires a été confectionné et multiplié en 300 exemplaire pour être diffusé aux acteurs concernés par la commercialisation du bétail.

*R1A9 : renforcement des capacités du Fonds Elevage et accompagnement de son évolution à terme vers un office de l’élevage au service de la profession.*

Les résultats de la première mission ont révélé qu’un projet de loi est en cours sur ce sujet. Ainsi, le projet a jugé inopportun, dans le contexte actuel, de mettre en œuvre cette activité telle qu’initialement définie. L’enveloppe prévue a été revue dans le cadre du DP2, ne conservant qu’une partie des sommes pour appuyer les OP dans l’élaboration et la compréhension de cette nouvelle loi, une fois votée.

**II.1.2. Activités liées au résultat 2 : l’industrie de la transformation et du conditionnement de la viande émerge, la boucherie/charcuterie est renforcé.**

Dans le cadre de la deuxième composante, il est prévu de mettre en œuvre six (6) activités pour concourir à son résultat.

*R2A1 : Appui à la structuration et au renforcement des capacités des OP du secteur de la transformation et de la commercialisation de la viande sur le marché local et sous régional.*

Cette activité sera mise en œuvre par les ONGs sur contrat de subvention comme décrit plus haut.

*R2A2 : Renforcement des capacités techniques et professionnelles des travailleurs du secteur de la transformation de la viande.*

Idem R2A1.

*R2A3 : appui et promotion des entreprises transformatrices de la viande bovine*

Idem R2A1.

*R2A4 : assainissement des aires d’abattage traditionnelles en zone rurale et périurbaine.*

Cette activité est combinée avec R1A5 (Cf. R1A5 décrite ci-dessus).

*R2A5 : Appui à l’équipement du centre de contrôle qualité des denrées agro-alimentaires (CECOQDA), pour les produits d’origine animale.*

Comme prévu dans sa programmation, le PASEP a effectivement réalisé une étude qui a produit un rapport d’inventaire des appareillages nécessaires pour équiper le CECOQDA. Le PAFIB et le CECOQDA ont travaillé ensemble et déterminé la part des équipements que le PAFIB pourrait fournir au CECOQDA afin de lancer le processus d’acquisition et d’installation de ces équipements, ainsi que de formation des agents devant utiliser ces équipements. Ainsi, le DAO fourniture des équipements et formation des agents du CECOQDA a été lancé le 12 avril 2011. Faute de pouvoir publier des réponses convenables aux questions posées par les éventuels soumissionnaires, le DAO a dû être annulé. Une expertise internationale est mobilisée pour appuyer la relance du DAO dont la publication est prévue pour le 16 novembre 2011. Comme prévu dans la Convention de Financement, le MDPPA a identifié un site où installer les équipements, au cas où le bâtiment du CECOQDA ne serait pas encore réceptionné.

*R2A6 : appui institutionnel à la Direction des Services Vétérinaires du MERA pour le renforcement des capacités en matière d’inspection des denrées d’origine animale et de contrôle des structures.*

Cette activité a démarré par une étude réalisée par une équipe de 2 experts : Mr KABE ZOUA DJOURBA, cadre de la DSV du MDPPA sont mobilisés par le PAFIB  et Dr Didier ROUILLE, expert international court terme mobilisé par le groupement IRAM-JVL-Euroconsultant pour cette activité. Cette phase a fait l’état des lieux et proposé le type d’appui à apporter pour améliorer les conditions d’inspection sanitaires des denrées d’origine animale. Un DAO fourniture est lancé pour l’acquisition des équipements pour l’inspection sanitaire des denrées d’origine animale pour l’ensemble des postes vétérinaires du Tchad. Les offres sont attendues pour au plus tard le 11 novembre 2011.

Une 2ème phase est prévue en fin novembre pour les formations des agents inspecteurs.

**II.1.3. Activités liées au résultat 3 : la qualité des sous produits de l’élevage (cuirs et peaux) est améliorée durablement**

Pour la troisième composante, quatre (4) activités sont prévues pour obtenir le résultat lié à cette composante. Ces activités n’ont pas fait l’objet de dépenses particulières sur les lignes budgétaires activités du DPC1pendant le 2nd trimestre.

*R3A1 : Etude sur l’impact environnemental de l’activité « Tannerie » et formulation de propositions pour une gestion rationnelle des eaux usées et autres déchets.*

Sur recommandation du 1er Comité de Pilotage tenu le 13/11/2010, le PAFIB a discuté avec toutes les parties prenantes sur l’opportunité de réaliser cette activité. Au vu du rapport de l’étude effectuée par l’ATFC, l’impact environnemental de l’activité tannerie n’est pas suffisamment abordé. Cette étude a donc été réalisée, compte tenu de son caractère pertinent, par une équipe de 4 experts. Il s’agit de Monsieur KAMEL BEN MAHMOUD, expert international mobilisé par IRAM, Monsieur N’DEH DESSOU, cadre de la Direction des Productions et Industries Animales (DPIA/MERA), Monsieur AHMAT DJAMALADINE MAHMAT, cadre du Ministère de l’Environnement et des Ressources Halieutiques et Monsieur HISSEIN MAHAMAT DOUNGOUS, cadre du Génie Civil du Ministère des Infrastructures et des Transports, tous mobilisés par le PAFIB. L’AT « appui aux OP » a accompagné cette mission, sur les aspects organisations professionnelles des acteurs de la filière tannerie. Cette étude a fait l’état des lieux en relevant l’importance de l’activité tannerie. Tout en proposant l’aménagement des unités de tanneries sur les sites visités pour améliorer les conditions d’exercices des professionnels de la filière, l’étude a contre-indiqué les formations et la fourniture des produits pour les tanneurs puisqu’aucune expérience passée n’a été capitalisée. Les montants prévus pour les formations et les fournitures sont par conséquent basculés sur l’aménagement des unités de tanneries pour en faire le maximum. 4 sites de tannerie sont donc retenus pour être aménagés. L’étude a également recommandé de délocaliser les sites existants afin de tenir compte des normes environnementales (éloignement des habitations et des cours d’eau…). Le DAO relatif aux travaux d’aménagement des 4 sites de tannerie est dans le circuit d’approbation pour être lancé en novembre 2011.

Par ailleurs, l’étude a constaté le stade encore artisanal de l’activité tannerie au Tchad. Elle a par conséquent préconisé que la mission prévue pour l’installation d’une Cellule d’Installations Classées pourrait être orientée vers une sensibilisation et la faisabilité d’une telle cellule.

*R3A2 : Sensibilisation des éleveurs, abatteurs, bouchers, et collecteurs à la production des peaux brutes de bonne qualité et amélioration des techniques de traitement des peaux.*

Idem R2A1.

*R3A3 : animation et appui aux OPE du secteur « cuirs et peaux ».*

Idem R2A1.

*R3A4 : appui à la création au sein du MERA d’une cellule en charge des installations classées pour la protection de l’environnement.*

Conformément à une recommandation du 1er Comité de Pilotage tenu le 13 août 2010, une réunion a regroupé le PAFIB et les différentes Directions techniques du MERA impliquées dans la mise en œuvre de cette activité pour échanger sur l’opportunité d’installation d’une cellule classée au MERA. Cette réunion, présidée par le DGDE/MERA, a conclu sur la nécessité de la création d’une Cellule d’installations classées au sein du MERA, compte tenu de l’importance des activités des industries animales à venir (Abattoirs modernes, aires d’abattages, tanneries, etc.). Le compte-rendu de cette réunion a été élaboré et diffusé à toutes les parties prenantes. Les TDRs de cette étude ont été revus et validés en fonction des recommandations de l’étude sur l’activité tannerie et la mission d’étude ICPE pourrait démarrer en fin novembre-début décembre 2011.

## 

## II.2. Activités propres de la Coordination

Durant la période de fin de DP1 et début de DP2, outre la préparation et la coordination générale des activités mises en œuvre dans le cadre des missions d’étude, la Coordination du projet a organisé plusieurs rencontres et réunions administratives et techniques avec les différentes parties prenantes du PAFIB. Ces rencontres ont permis de faciliter la compréhension du projet, son appropriation et l’adhésion de toutes les parties prenantes en vue de sa réussite au bénéfice de tous. En résumé, la coordination a mené un certain nombre d’activités propres au fonctionnement général du projet. Il s’est principalement agit :

* de la préparation et de la coordination générale des activités ;
* d’actualiser la programmation indicative des activités du projet ;
* de la gestion administrative et financière du projet (élaboration des rapports trimestriels d’activités et des mémoires financiers, gestion du personnel,…) ;
* de l’actualisation d’un système de suivi opérationnel du projet ;
* de l’organisation des missions pour les différentes études et de la relecture des rapports rendus par les experts (spécifications techniques, montage de DAO,…) ;
* de l’accompagnement de toutes les missions d’étude ;
* des missions propres à la Coordination ;
* préparation des notes sur le déroulement du projet ;
* élaboration des DAO et évaluation des offres ;
* de la préparation et tenue de sessions de formation et rencontre inter-OP.

**Avenants**

Un 2ème avenant au DP1 a été élaboré et signé pour remédier au retard pris par le projet pour la mise en œuvre des activités prévues. Cet avenant a permis de libérer de l’argent en vue de pouvoir le mobiliser à temps pour le DP2.

**Bulletin d’information : *Lettre du PAFIB***

La Coordination a initié un bulletin d’information des acteurs de la filière sous forme de bulletin mensuel, traduit en langue arabe. En fin de DP1, les numéros 00, 01 et 02 (juin, juillet et août 2011) ont été produits et distribués aux personnes et structures intéressées. En début de DP2, le N°3 - octobre 2011 a été aussi produit et diffusé.

**Participation du PAFIB au Colloque sur le Pastoralisme au Tchad**

Un Colloque sur le Pastoralisme au Tchad s’est tenu du 01 au 03 mars 2011 à N’Djaména. Le PAFIB y a pris part, aussi bien en participant à son financement que techniquement avec une présentation intitulée « ***Elevage transhumant et dynamique des marchés à bétail au Tchad*** »**.** L’intégralité de la présentation du PAFIB figure dans les actes du Colloque édités et publiés par le MDPPAA. La traduction en langue arabe de ces actes est également financée par le PAFIB.

Afin de soutenir l’élan suscité par ce colloque auquel ont pris part activement les représentants des OP de la filière, le PAFIB a prévu, dans le cadre du DP2, de contribuer au fonctionnement de la Plateforme mise en place par le MDPPA, dans laquelle les OP de la filière seront significativement représentées, pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations du Colloque.

**Réunions**

Par ailleurs, la Coordination du projet, outre des séances régulières de travail en interne visant à faire le point de l’avancement des activités, a organisé plusieurs rencontres et réunions administratives et techniques avec les différentes parties prenantes du PAFIB (Directions techniques du MDPPAA, représentants des OP de la filière, ACTION, DUE…). Ces rencontres ont permis d’approfondir la compréhension du projet, son appropriation et l’adhésion de toutes les parties prenantes en vue de sa réussite. Les assistants techniques et le coordonnateur assistent souvent ensemble à ces réunions.

Des réunions des Coordonnateurs des programmes et projets financés par le FED sont régulièrement organisées par la Cellule ACTION/FED. Le PAFIB a pris part à toutes ces réunions.

**Assistance technique**

Dans le cadre de l’Assistance technique long terme, 1 rapport semestriel d’activités des AT a été produit en fin de DP1 (juillet 2011). De même, 1 mission de backstopping d’appui au PAFIB a été effectuée par un Expert du groupement IRAM-JVL-Euroconsultant dans le cadre de l’Assistance technique accompagnant le projet. La Coordination du PAFIB a bénéficié de cet appui dans la finalisation des différents dossiers.

En fin de DP1, l’Assistant technique Damien HALLEY DESFONTAINES, qui a remplacé Monsieur MOUSTAPHA BASS, premier AT décédé, a été remplacé lui-même par Monsieur ABDER BENDERDOUCHE qui a pris service en début de DP2 en octobre 2011.

**Révision du Cadre logique du PAFIB**

Conformément au recentrage de la zone d’intervention du PAFIB, il est apparu la nécessité de réviser les Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV) du cadre logique du PAFIB. La Coordination du PAFIB a eu des échanges avec ses partenaires, notamment les responsables de la DSA, ACTION et DUE à cet effet. La version révisée du Cadre logique a été élaborée et complétée par les résultats des études sur le terrain afin de fixer les valeurs de base du projet.

**Tenue du Comité de Pilotage (CP)**

En fin de DP1, la coordination a préparé la tenue du 2ème CP du PAFIB le 03/08/2011. Au cours de ce CP, des recommandations ont été faites et il a été décidé que le 4ème CSO se tienne le 10 novembre 2011, soit 3 mois après le 2ème CP.

**Mission de monitoring**

Du 16 au 20 mai 2011, une mission de monitoring a séjourné au PAFIB pour procéder à une évaluation du projet. Cette mission a fait ses appréciations dans un rapport.

**Préparation du DP2**

Une des activités de l’équipe du projet au cours du dernier trimestre du DP1 est la préparation du DP2, prévu pour démarrer le 1er octobre 2011. Les résultats des études réalisées pendant le DP1 ont été capitalisés pour orienter les grandes lignes du DP2. La dernière mission de backstopping de Bernard BONNET a appuyé l’équipe dans cette activité. Le DP2 a donc été élaboré et signé le 28 septembre 2011, ce qui a permis au projet de continuer à fonctionner.

**Préparation du 3ème Comité de Suivi Opérationnel**

Le 3ème Comité de Suivi Opérationnel du PAFIB s’est tenu le 03 mai 2011. Des recommandations ont été faites qui ont été mises en œuvre par le projet. La Coordination a préparé le 4ème CSO qui se tient aujourd’hui.

## II.3. Suivi des recommandations du dernier CSO

Au cours du 3ème trimestre du DP1, la coordination a préparé la tenue, le 03 mai 2011, du 3ème Comité de Suivi Opérationnel du PAFIB. Les recommandations du3ème CSO et le résultat de leur mise en œuvre sont résumées dans le tableau suivant :

Tableau de recommandations du 3ème CSO du PAFIB

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Décisions et/ou recommandations** | **Responsable de l’exécution de la décision et/ou recommandation** | **Cadre où rendre compte** | **Délai d’exécution** | **Résultat** | **Suite à donner** |
| **1** | Engager les réflexions entre le PAFIB et le MERA et élaborer une note sur le processus de pérennisation et d’appropriation des activités | PAFIB | CSO | Fin juin | Réalisée | Note diffusée |
| **2** | Compléter les IOV et finaliser le cadre logique révisé | PAFIB | CSO | Fin juin | Réalisée | Cadre logique révisé et validé |
| **3** | Effectuer une mission conjointe PAFIB/projet « accès à l’eau potable » pour la réalisation des 2 points d’eau en zone de socle (Moïto et Bitkine) | PAFIB | CSO | Fin mai | Réalisée | Attente de la réalisation des 2 forages par le Projet 9ème FED |
| **4** | S’assurer que le MERA assure la pérennisation du fonctionnement des organes à appuyer | PAFIB | CSO | Fin juin | Réalisée | Palteforme pour le suivi des recommandations du Colloque sur le Pastoralisme mis en place par le MDPPA |

## II.4. Etat financier du PAFIB en fin du DPC1

Le tableau ci-dessous présente la consommation budgétaire de chacune des lignes du DPC1 du projet, que ce soit en engagement spécifique ou en régie.

Le niveau de consommation global du DPC1, et du projet[[4]](#footnote-5) reste très faible à l’heure actuelle. Ce faible niveau de décaissement est en partie lié à la structure de ce type de projet qui prévoit d’importants montants pour les travaux et les actions d’appui aux acteurs. Le niveau de consommation devrait croître de manière importante dès que les travaux et les contrats seront mis en œuvre.

Cette situation nécessite une attention particulière et une accélération des activités à mettre en œuvre mais elle suit, pour le moment, la logique de décaissement relativement classique d’un projet du secteur rural, avec peu de décaissements la première année…

# III. Programmation des actions à réaliser

Durant le premier trimestre du DPC2 en cours, le grand défi pour le PAFIB est de faire en sorte que tous les engagements soient réalisés avant le 24 février 2012, date buttoir de N+3. Pour cela, les points d’enjeu suivants doivent être précisés :

* 1. **Travaux**

Le DP1 a prévu l’aménagement des 2 postes de sortie du bétail à N’Guéli et N’Djaména-Farah, ainsi que 4 sites de tannerie. Les DAO seront lancés, les offres seront évaluées et les marchés attribués pendant le premier trimestre du DP2.

* 1. **CECOQDA**

Le PAFIB a prévu la fourniture des équipements pour le CECOQDA, répondant ainsi à une demande du MDPPA. La relance du DAO pour la fourniture et l’installation de ces équipements est tributaire de la réception du bâtiment du CECOQDA. Dans le cas où le bâtiment ne serait pas réceptionné avant la livraison, un endroit a été identifié à l’avance par le MDPPA pour y installer les équipements. Etant donné le caractère international de ce type de DAO, la priorité sera l’évaluation des offres et l’attribution du marché au cours du premier trimestre du DP2.

**Dérogation (points d’eau et AP)**

Le DAO relatif aux travaux de réalisation des 23 points d’eau relancé par procédure négociée concurrentielle permettrait d’attribuer pendant le premier trimestre du DP2 le marché à des entreprises qui seront jugées capables de réaliser les 23 points d’eau, puisque les offres sont attendues pour au plus tard le 21 novembre 2011. Il en est de même pour les lots 1 et 2 de l’Appel à propositions relatif au renforcement des capacités des OP de la filière.

* 1. **Appui aux OP**

Un des enjeux du DP2 est l’appui aux OP par le renforcement de la concertation inter-OP afin de leur permettre de s’organiser et se structurer en vue de poser des actes par rapports aux points de blocage législatifs, à l’accès aux aliments bétail ; suivre l’appui aux OP de base à travers les subventions aux ONGs ; concertation régulière avec les OP des transhumants pour des appuis concrets en matière de commercialisation du bétail ; appui à la mise en place d’un système de gestion des infrastructures…

Pendant le premier trimestre du DP2, une rencontre intercommunautaire des éleveurs transhumants ainsi que 3 rencontres inter-OP régionales seront organisées dans les différentes régions du pays. Une rencontre du Comité du Colloque sera appuyée pendant ce trimestre.

* 1. **Suivi et contrôle des travaux**

Une des préoccupations exprimées par les principaux usagers des infrastructures est la qualité des travaux réalisés par les entreprises. Le PAFIB a prévu, en plus de la mobilisation des ingénieurs, l’implication des usagers à travers les comités de gestion (à mettre en place avant le démarrage des travaux) dans le suivi et le contrôle des travaux. Ils auront pour rôle de signaler à qui de droit les anomalies qu’ils constateraient.

Pendant le premier trimestre du DP2, la coordination du PAFIB supervisera les activités des bureaux de contrôle et de suivi recrutés pour les travaux.

* 1. **Pérennisation**

Toutes les parties prenantes sont d’accord sur la pertinence des objectifs du projet dont la réussite aurait des impacts sur les conditions d’exercice des professionnels de la filière. La mission de monitoring la relevé dans son rapport, tout comme elle a relevé l’absence de stratégie de sortie du projet. Il se pose alors la question de la pérennisation des acquis à la fin du projet. Une note de réflexion sur la stratégie de pérennisation est soumise aux parties prenantes. Pendant le premier trimestre du DP2, la réflexion sera poursuivie.

**Grandes lignes DP2**

Dans la mesure où toutes les activités ont été lancées pendant le DP1, outre la relance des DAO annulés ou préparés pour être lancés en début de DP2 (octobre 2011), celui-ci va être consacré essentiellement à la réalisation de ces activités. Le DP2 (Cf. chronogramme en **annexe 3**) sera donc axé sur les grandes lignes suivantes :

* + 1. **Suivi et contrôle des travaux et appui à la gestion**

Les ouvrages à réaliser pendant la période du DP2 sont les marchés à bétail, les aires d’abattage, les points d’eau, les tanneries. Le suivi et le contrôle des chantiers seront confiés à des ingénieurs par des contrats de services. L’équipe du PAFIB assurera la supervision régulière pour la qualité des ouvrages.

Le PAFIB prévoit la mise en place des comités de gestion des ouvrages et les appuiera en préalable et après réception pour assurer la gestion des infrastructures.

* + 1. **Suivi et contrôle de la mise en œuvre des subventions**

Le suivi des activités mises en œuvre par des contrats de subvention aux ONGs constituera une des principales activités de l’équipe du projet, puisqu’il s’agit essentiellement de renforcement des capacités des OP dans l’espace pilote du PAFIB et d’un appui juridique aux OP au niveau national.

Le suivi et contrôle concerne aussi l’appui aux OP par la fourniture d’équipements suite à des besoins exprimés par les OP et validés par les ONGs.

* + 1. **Renforcement de la structuration et animation des OP**

La réalisation de ces ouvrages va de pair avec l’appui du PAFIB, en termes de renforcement des capacités des acteurs (OP et structures d’encadrement des OP). Ce qui devra se traduire par des actions de sensibilisation, d’animation et d’accompagnement des OP sur l’utilisation et la gestion des ces ouvrages.

Une des attentes exprimées par les OP est la poursuite des rencontres inter-OP régionales et nationales, ainsi que les rencontres intercommunautaires avec les transhumants en vue de maintenir la dynamique de l’évolution vers des faîtières régionales et nationales, voire une Interprofession.

La promulgation de la loi créant le Fonds National de Développement de l’Elevage (FONADEL) est une autre attente des OP. une fois mis en place, le PAFIB prévoit de les appuyer dans la compréhension de son fonctionnement.

* + 1. **Renforcement des capacités des différentes structures du MERA**

Le renforcement des capacités des structures du MERA impliquées dans la mise en œuvre du PAFIB concerne 2 aspects : la formation des agents des services déconcentrés du MERA et la fourniture des équipements nécessaires à l’exercice de leur fonction. Les formations ainsi que les DAO pour les fournitures sont préparés pendant le DP1 pour être lancés en début de DP2 (octobre 2011). Cette activité concerne les domaines suivants :

* Le contrôle sanitaire et la délivrance des Laissez-passer sanitaires ;
* Le SIM-bétail à travers la DSA;
* Appui aux OP à travers la DOPSSP ;
* Actualisation du cadre réglementaire (CESPEL…) ;
* Inspection sanitaire de denrées d’origine animale à travers la DSV ;
* Cellule d’installations classées au sein du MERA ;
  + 1. **Activités générales de la Coordination**

Pendant le DP2, la Coordination du projet prévoit, outre les activités quotidiennes, des actions suivantes :

* préparation et coordination générale des activités ;
* actualisation de la programmation indicative des activités du projet ;
* gestion administrative et financière du projet (élaboration des rapports trimestriels d’activités et des mémoires financiers, gestion du personnel,…) ;
* actualisation du système de suivi opérationnel du projet ;
* organisation des missions pour les différentes études et de la relecture des rapports rendus par les experts (spécifications techniques, montage de DAO,…) ;
* missions propres à la Coordination ;
* préparation des notes sur le déroulement du projet ;
* élaboration des DAO et évaluation des offres
* capitalisation des activités mises en œuvre.

# Conclusion

Globalement, les activités prévues dans la programmation initiale sont réalisées, en cours ou en préparation.

Le recrutement de(s) ONG pour les subventions au renforcement des capacités des OP de la filière Elevage a été réalisé pour INADES en ce qui concerne les lots 3 et 4 et celui de ADRB est en cours. Les activités qui seront mises en œuvre par cette procédure seront déterminantes pour la mise en œuvre du projet.

Les travaux concernant les marchés à bétail et les aitres d’abattage démarrent en ce mois de noveùmbre 2011 avec la signature des ordres de service aux entreprises en cours de signature. Les Bureaux de contrôle et de suivi des travaux ont été recrutés.

Le DAO travaux des points d’eau est lancé et les offres sont attendues pour au plus tard le 21 novembre 2011. Les travaux devront démarrer au plus tard en début 2011.

Les études, notamment l’étude R1A8 (« évaluation du cadre réglementaire »), R3A1 (« impact environnemental tannerie ») et R1A4 (« contrôle sanitaire le long des axes de commercialisation »), plus généralement les études devant déboucher sur des DAO fournitures, ont été réalisées et tous les DAO fourniture et travaux ont été lancés.

Au cours du DP2, la coordination du PAFIB, renforcée par l’AT « appui aux OP » et le point focal, devrait mettre l’accent sur les activités d’identification et de renforcement de capacités des OP de la filière. 3 rencontres régionales inter-OP sont prévues au cours du 1er trimestre du DP2 en vue de favoriser la mise en place de faîtières régionales par famille professionnelle. Des réunions du Comité de suivi des recommandations du Colloque sur le Pastoralisme au Tchad seront appuyées tous les 2 mois.

Le prochain trimestre sera sans doute celui de la mise en œuvre et du suivi de toutes les activités lancées au cours du DP1 ainsi que sur la pérennisation et l’appropriation des actions du PAFIB ;

1. Estimation issues de rencontres avec le secteur marchand pendant la phase d'identification. [↑](#footnote-ref-2)
2. PNDE pour la période 2009 – 2016. [↑](#footnote-ref-3)
3. Source Ministère de l'Elevage et des Ressources Animales 2005. [↑](#footnote-ref-4)
4. Il convient de mentionner que le tableau ci-dessus ne prend en compte que les décaissements du DPC1 et n’inclut pas ceux du DP démarrage qui sont respectivement de 50.350.478 FCFA et de 32.222.240 FCFA pour les décaissements sur la partie régie et la partie spécifique. [↑](#footnote-ref-5)